



**DELIBERATION N° 26/101 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE
AVENANT À LA CONVENTION CADRE ENTRE LA COLLECTIVITÉ DE CORSE
REPRÉSENTÉE PAR L'AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA
CORSE ET BUSINESS FRANCE
PATTU ADDIZIUNALE À A CUNVENZIONE TRÀ À CULLETTIVITÀ DI CORSICA
RIPRISENTATA DA L'AGENZA DI SVILUPPU ECONOMICU DI A CORSICA È
BUSINESS FRANCE**

REUNION DU 29 JUILLET 2026

L'an deux mille vingt-six, le vingt-neuf juillet, la Commission Permanente, convoquée le 21 juillet 2026, s'est réunie sous la présidence de Mme Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Présidente de l'Assemblée de Corse.

ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

Véronique ARRIGHI, Paul-Félix BENEDETTI, Paul-Joseph CAITUCOLI, Françoise CAMPANA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Cathy COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Pierre GUIDONI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, Hyacinthe VANNI

ETAIENT ABSENTES : Mmes

Josepha GIACOMETTI-PIREDDA, Charlotte TERRIGHI

LA COMMISSION PERMANENTE

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IVème partie, et notamment ses articles L.4421-1 à L.4426-1 et R.4425-1 à D.4425-53,
- VU** les articles L 710-1 et suivants du Code de commerce,
- VU** le régime d'aides notifié SA 41259 relatif aux aides au sauvetage et à la restructuration pour les PME en difficulté,
- VU** l'article 3 de la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),
- VU** l'arrêté n°R20-2017-03-29-001 du préfet de Corse du 29 mars 2017 portant approbation du Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation,
- VU** la délibération n° 18/161 AC de l'Assemblée de Corse du 31 mai 2018

autorisant le Président du conseil exécutif de Corse et le Président de de l'Agence de développement économique de Corse à prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre du SRDEII dans son volet internationalisation,

- VU** la délibération n° 21/124 AC de l'Assemblée de Corse du 22 juillet 2021 approuvant le renouvellement de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 21/195 AC de l'Assemblée de Corse du 18 novembre 2021 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 22/016 AC de l'Assemblée de Corse du 28 janvier 2022 approuvant les modalités de révision du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation,
- VU** la délibération n° 22/101 AC de l'Assemblée de Corse du 1^{er} juillet 2022 approuvant la révision du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation,
- VU** la délibération n° 25/206 AC de l'Assemblée de Corse adoptant le budget primitif de la Collectivité de Corse pour l'exercice 2026, en date du 18 décembre 2025,
- VU** la délibération n° 22/001 CP de la Commission Permanente du 26 janvier 2022 portant adoption du cadre général d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente, modifiée,
- VU** l'avenant n°1 à la convention cadre entre la Collectivité de Corse représentée par l'Agence de développement économique de la Corse et Business France, en date du 08 mars 2023,
- VU** l'avenant n°2 à la convention cadre entre la Collectivité de Corse représentée par l'Agence de développement économique de la Corse et Business France, en date du 25 mars 2024,
- VU** l'avenant n°3 à la convention cadre entre la Collectivité de Corse représentée par l'Agence de développement économique de la Corse et Business France, en date du 23 juin 2025,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission du Développement Economique, du numérique, l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,

APRES EN AVOIR DELIBERE

À l'unanimité,

Ont voté POUR (13) : Mmes et MM.

Véronique ARRIGHI, Paul-Félix BENEDETTI, Paul-Joseph CAITUCOLI, Françoise

CAMPANA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Cathy COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Pierre GUIDONI, Saveriu LUCIANI, Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, Hyacinthe VANNI

ARTICLE PREMIER :

AUTORISE le Président du Conseil exécutif de Corse à signer un quatrième avenant à la convention cadre entre la Collectivité de Corse, représentée par l'Agence de développement économique de la Corse, et Business France, tel que figurant en annexe de la présente délibération.

ARTICLE 2 :

La présente délibération fera l'objet d'une publication sous forme électronique sur le site internet de la Collectivité de Corse.

Ajacciu, le 29 juillet 2026

La Présidente de l'Assemblée de Corse,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'M. A. Maupertuis', with a long horizontal stroke extending to the right.

Marie-Antoinette MAUPERTUIS

COMMISSION PERMANENTE

REUNION DU 29 JUILLET 2026

**RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**PATTU ADDIZIUNALE À A CUNVENZIONE TRÀ À
CULLETTIVITÀ DI CORSICA RIPRISENTATA DA L'AGENZA
DI SVILUPPU ECONOMICU DI A CORSICA È BUSINESS
FRANCE
AVENANT À LA CONVENTION CADRE ENTRE LA
COLLECTIVITÉ DE CORSE REPRÉSENTÉE PAR
L'AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA
CORSE ET BUSINESS FRANCE**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) : Commission du Développement Economique, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

L'internationalisation des entreprises corses ne peut être réduite à une simple démarche commerciale. Pour la Collectivité de Corse, elle constitue un levier stratégique de maîtrise du développement, d'émancipation économique et d'affirmation de la place de la Corse dans son environnement méditerranéen et européen.

Île au cœur de la Méditerranée, territoire européen singulier, peuple doté d'une histoire, d'une culture, de savoir-faire et de productions reconnues, la Corse doit pouvoir se projeter vers l'extérieur sans renoncer à elle-même. L'ouverture aux marchés internationaux, lorsqu'elle est pensée et conduite depuis les institutions corses, ne signifie pas dilution de notre identité économique ; elle en constitue au contraire l'affirmation.

Soutenir l'export des entreprises corses, c'est donc permettre à notre île de produire davantage, de mieux valoriser ses ressources, de renforcer ses filières, d'ancrer l'emploi en Corse et de faire reconnaître, au-delà de nos frontières insulaires, la qualité et la singularité de ce que la Corse est capable de créer.

I. Eléments de contexte

Les derniers chiffres et tendances de conjoncture économique publiés par l'INSEE en avril 2026 (synthèse annuelle économique 2025 consacrée à la Corse) sont plutôt favorables concernant certains marqueurs, notamment la fréquentation touristique, encore en hausse, et le dynamisme confirmé du transport de passagers. Néanmoins, l'économie corse n'en demeure pas moins structurellement déséquilibrée, génératrice d'inégalités sociales importantes, et fortement exposée à la persistance d'un contexte économique complexe et instable, dépendant de l'extérieur et de la saisonnalité.

Cette réalité confirme la nécessité, pour la Collectivité de Corse, de porter une stratégie économique propre, fondée sur la maîtrise de son développement, la réduction de ses dépendances et l'ouverture organisée de ses entreprises vers leurs espaces naturels d'échange, à savoir la Méditerranée et l'Europe, voire au-delà.

Ainsi, le dynamisme économique observé dans certains secteurs liés à la saison touristique semble ne pas suffire à inverser les fragilités structurelles de l'économie insulaire.

Cette évolution s'inscrit dans un contexte global lui-même marqué par un ralentissement de l'activité et une dégradation du marché du travail ; toutefois, certains indicateurs témoignent d'une exposition plus forte de la Corse.

Fin 2025, l'emploi salarié insulaire recule de 0,4 % sur un an, contre -0,2 % au niveau français. Dans la construction, secteur particulièrement fragilisé dans l'île, la baisse atteint 5,0 %, contre -1,2 % au niveau de la France. Les créations d'entreprises ralentissent également plus nettement en Corse, avec +0,6 % en 2025 contre +5 % en France, tandis que les défaillances d'entreprises progressent de 13 % dans l'île, contre +3,5 % en rythme annuel au niveau français.

Dans ce contexte incertain et désormais marqué par la multiplication des chocs exogènes (crises sanitaires, inflation en lien avec les conflits internationaux, dérèglement climatique, dépendances logistiques), de nombreux secteurs de l'économie corse font face à des difficultés accrues. Cette situation fait de l'accompagnement à la résilience du tissu économique un enjeu stratégique et prioritaire.

Pour une île productive de petite taille, fortement exposée aux contraintes liées à l'insularité, cette résilience ne peut être seulement défensive : elle doit aussi être offensive, tournée vers la conquête de nouveaux marchés, la valorisation de l'origine corse et l'insertion maîtrisée de nos entreprises dans les échanges méditerranéens, européens et internationaux.

A cette fin, la Collectivité de Corse doit redoubler d'efforts dans le cadre de ses politiques d'intervention pour permettre aux entreprises insulaires de renforcer leur compétitivité et de les accompagner dans la nécessaire transition vers des modèles de production, de commercialisation, de rémunérations plus diversifiées, dans le but de réduire leur vulnérabilité vis-à-vis de l'extérieur.

Il ne s'agit pas seulement d'aider les entreprises corses à supporter les contraintes de l'insularité ; il s'agit de leur permettre de transformer cette insularité en avantage stratégique, en s'appuyant sur la qualité, l'identité, l'authenticité, l'innovation, les circuits euro-méditerranéens et les réseaux économiques de la diaspora corse.

L'objectif de production accrue de richesses est indissociable de celui d'une répartition plus équitable de celles-ci.

Il est également indissociable de la maîtrise territoriale de cette richesse. Une économie corse plus forte ne saurait se limiter à l'augmentation des flux commerciaux : elle doit se traduire par davantage d'emplois durables en Corse, par la consolidation d'entreprises enracinées dans le territoire, par la montée en gamme des productions insulaires et par une capacité collective renforcée à décider des orientations de notre développement.

Composante essentielle de ces politiques volontaristes, le soutien à l'export est une priorité d'action de la Collectivité de Corse pour inciter les entreprises, et notamment celles de petite taille qui composent la grande majorité du tissu économique corse et qui ne se tournent pas naturellement vers l'extérieur, à se projeter sur la conquête de nouveaux marchés. Dans la perspective portée par la Collectivité de Corse, l'export ne constitue pas une simple politique commerciale : il est un levier d'émancipation économique, d'affirmation productive et d'ouverture maîtrisée de la Corse à la Méditerranée, à l'Europe et au monde.

La crise sanitaire et ses conséquences économiques sans précédent ont

temporairement freiné les démarches de projection à l'international. Elles ont surtout mis en évidence la vulnérabilité des entreprises dépendantes de marchés trop restreints, trop saisonniers ou trop exposés aux chocs extérieurs. Dans ce contexte, l'export apparaît désormais non comme une option réservée à quelques entreprises déjà structurées, mais comme un levier stratégique de diversification, de sécurisation des débouchés et de renforcement de l'émancipation économique corse.

Il convient donc aujourd'hui de prolonger et de consolider l'effort d'accompagnement engagé par la Collectivité de Corse, afin de permettre aux entreprises insulaires de produire en Corse, d'employer en Corse, d'innover en Corse et de vendre au-delà de la Corse, en particulier dans les espaces méditerranéen et européen qui constituent l'environnement naturel de projection de notre île.

II. Faciliter l'export : un levier de diversification et de maîtrise économique

En 2024, les chiffres du commerce extérieur confirment la capacité des entreprises corses à se projeter au-delà du marché insulaire. Après une année 2023 exceptionnelle, le montant des marchandises au départ de la Corse vers l'étranger s'établit à 61,5 M€¹, confirmant un niveau significativement supérieur à celui observé en 2022. Cette dynamique, même marquée par certaines fluctuations annuelles, témoigne de l'existence d'un potentiel réel de développement international pour les entreprises insulaires.

Les échanges avec l'Union européenne s'intensifient, avec une progression de 6 % sur un an, pour atteindre 29,1 M€, soit 47,5 % du montant total des flux commerciaux enregistrés. Cette donnée est importante : elle confirme que l'espace européen constitue déjà le premier espace de projection des entreprises corses et qu'il doit être pleinement intégré à la stratégie d'internationalisation portée par la Collectivité de Corse.

En 2024, l'Allemagne s'affirme comme une destination prioritaire en termes de montants financiers, avec 17,3 % des échanges réalisés avec le continent européen et une croissance annuelle de 55 %. Cette progression illustre le potentiel des marchés européens structurants pour les entreprises insulaires. Elle doit conduire à consolider les relations économiques de la Corse avec ces marchés, tout en développant une approche plus ciblée des espaces méditerranéens, où la proximité géographique, les réalités insulaires et les complémentarités économiques peuvent constituer des atouts majeurs pour les entreprises corses.

La situation est différente en Amérique du Nord, qui avait enregistré de très bonnes performances en 2023. Les exportations corses y connaissent en 2024 un recul important, avec une baisse globale de 87 %, passant de 21,3 M€ en 2023 à 2,8 M€ en 2024. Ce recul s'explique notamment par un contexte politique américain marqué par une politique douanière restrictive, mais également par l'absence, en 2024, d'opérations exceptionnelles observées l'année précédente. Cette évolution rappelle que les marchés internationaux peuvent être instables et que les entreprises corses doivent être accompagnées dans une stratégie de diversification de leurs débouchés.

¹ Sources : ADEC/CorsiStat, Les chiffres du commerce extérieur en Corse en 2024, octobre 2025, données Douanes, estimations CAF/FAB brutes hors matériel militaire.

Aux côtés de secteurs matures comme l'agroalimentaire et la viticulture, certaines filières confirment leur potentiel à l'international. Le secteur de la cosmétique connaît ainsi un essor significatif, avec un montant de produits exportés ayant plus que doublé entre 2023 et 2024, passant de 991 561 € à 2,1 M€. L'Asie absorbe à elle seule la moitié de ces échanges, pour un total de 1,1 M€, dont la quasi-totalité est destinée à la Chine. Les articles d'habillement apparaissent également en 2024 comme la troisième catégorie de produits la plus exportée par la Corse, avec un total de 3,8 M€, notamment grâce aux ventes à destination de la Corée du Sud, supérieures à 1 M€, et de l'Espagne, à hauteur de 675 000 €.

Ces résultats montrent que l'export ne concerne plus seulement les entreprises déjà confirmées à l'international. Il concerne aussi des TPE et PME corses qui osent désormais se projeter sur de nouveaux marchés. Pour ces entreprises, l'export ne doit plus être perçu comme un risque réservé aux structures les plus importantes, mais comme un moyen de sécuriser leur activité, de diversifier leurs débouchés et de renforcer leur capacité de résistance face aux chocs extérieurs.

Il convient donc d'intensifier cette dynamique avec des moyens adaptés et un engagement renforcé de la Collectivité de Corse. L'objectif n'est pas seulement d'inciter les chefs d'entreprise à franchir le pas de l'export ; il est de leur donner les moyens concrets de le faire, en les accompagnant dans la prospection, la structuration commerciale, la connaissance des marchés, la mobilisation des réseaux et la valorisation de l'origine corse.

Cette orientation relève d'un choix politique clair : permettre aux entreprises corses de grandir sans se déraciner, de créer de la valeur sur l'île, de préserver et développer l'emploi en Corse, et de faire reconnaître à l'extérieur la qualité des productions et des savoir-faire corses. L'ouverture internationale doit ainsi servir l'ancrage territorial, et non s'y substituer.

C'est dans cette logique que s'inscrit la politique volontariste de la Collectivité de Corse qui, à travers l'action de l'Office des Transports et dans le cadre de la délégation de service public 2023-2029, permet aux entreprises insulaires de bénéficier :

- d'un tarif de 40 € HT par mètre linéaire de marchandises transportées, quel que soit le contenu de la remorque,
- d'un tarif « Export » de 20 € HT, avec un coût palette de 10 € l'unité, applicable aux productions agricoles agroalimentaires et aux produits manufacturés ou industriels réalisés sur le territoire corse,
- d'un tarif « Export plus » de 15 € HT, avec un coût palette de 7,50 € l'unité, applicable aux marchandises élaborées en Corse à partir de matières premières produites et transformées en Corse, certifiées par un organisme compétent.

Ces dispositifs tarifaires ne constituent pas de simples mesures logistiques. Ils sont un outil de correction des handicaps structurels liés à l'insularité et un instrument de compétitivité au service des productions corses. En réduisant le coût d'accès aux marchés extérieurs, la Collectivité de Corse agit directement sur l'un des freins majeurs au développement des entreprises insulaires et affirme sa volonté de transformer l'insularité en facteur de différenciation, de qualité et de valeur.

C'est avec ce même objectif que l'ADEC mobilise l'ensemble de ses chargés d'affaires pour détecter les entreprises présentant un potentiel à l'export et leur proposer un accompagnement adapté. Elle agit également avec les partenaires réunis au sein de la Team Corse Export, réseau partenarial de l'accompagnement à l'internationalisation des entreprises corses, au premier rang desquels l'EPCI de Corse et Business France, afin de déployer des actions de prospection, de mise en relation et de promotion de l'export.

A ce titre, il convient de rappeler le succès de la dernière journée « Corse Internationale » organisée le 19 novembre 2025 à Borgu avec l'ensemble des acteurs de l'export réunis autour d'un objectif commun : renforcer la présence des entreprises corses à l'international. Plus de 60 entreprises ont répondu à l'appel et près de 200 rencontres sur mesure ont été organisées avec les différents experts internationaux, par filières (vin, produits gourmets, numérique, etc.) et par pays ou zones géographiques (Royaume-Uni / Irlande, Benelux, zone Rhénane, etc.).

Ces rencontres doivent désormais être pleinement inscrites dans une stratégie d'ouverture internationale. La Corse a vocation à renforcer ses relations économiques avec les territoires qui partagent avec elle des réalités insulaires, littorales, agricoles, touristiques, énergétiques et culturelles comparables. Cette orientation permet de replacer la Corse dans son environnement naturel, non comme une périphérie économique, mais comme un acteur méditerranéen et européen capable de défendre ses intérêts, ses entreprises et ses savoir-faire.

Dans le cadre de ce partenariat, il convient également de souligner les actions suivantes :

- L'organisation de la première sélection insulaire des Trophées du Moniteur du Commerce International, média leader du commerce international au service des entrepreneurs, qui a distingué deux entreprises corses ayant participé à la finale au niveau de la France en février 2026 : Isula Dis et Neural Vision respectivement dans les catégories TPE/PME et Startup innovation.
- La consolidation de « Booster Corse », dispositif d'accompagnement à l'export des entreprises, co-financé à parité avec Business France ;
- L'installation depuis janvier 2025 d'un volontaire international en entreprise (VIE) de l'ADEC à Montréal pour accompagner toute entreprise insulaire qui souhaite développer des courants d'affaires sur le territoire nord-américain ;
- Le développement de points d'appui territoriaux et internationaux, notamment à travers l'animation d'une communauté des entreprises exportatrices, fédérée autour du partage de bonnes pratiques, de retours d'expérience et de réflexions stratégiques.

La relance de l'activité de l'association Corsica Diaspora constitue, à cet égard, un levier important. Elle doit permettre de mobiliser et de mieux associer les Corses du monde entier aux enjeux de développement de notre île. La convention de partenariat avec la Collectivité de Corse et l'ADEC, qui a été signée à l'occasion du salon international de la technologie VivaTech 2026, s'inscrit pleinement dans cette logique.

La diaspora corse représente un réseau humain, culturel et économique précieux. Mieux l'associer aux politiques d'internationalisation permet de relier développement économique, rayonnement de la Corse et continuité du lien avec celles et ceux qui,

partout dans le monde, demeurent attachés à l'avenir de l'île. Cette mobilisation doit renforcer la capacité des entreprises corses à accéder à de nouveaux marchés, tout en affirmant une ouverture internationale fondée sur l'ancrage, la confiance et l'intérêt collectif.

III. Un partenariat opérationnel au service de la stratégie corse d'internationalisation

Le partenariat entre Business France et la Collectivité de Corse a été renouvelé à l'occasion de l'adoption par l'Assemblée de Corse de la délibération n°18/161 AC du 31 mai 2018 autorisant le Président du Conseil exécutif de Corse et le Président de l'ADEC à prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre du SRDEII dans son volet « Internationalisation ». L'enjeu est de pouvoir mobiliser pleinement les capacités d'action de l'opérateur pour répondre aux orientations de développement définies par la Collectivité de Corse.

Ainsi, la stratégie d'internationalisation relève des orientations définies par la Collectivité de Corse. Business France intervient comme opérateur d'appui, mobilisé pour ses capacités techniques, son réseau international et son expertise en matière d'accès aux marchés extérieurs. Il ne s'agit donc pas pour la Corse de déléguer sa politique économique, mais de s'appuyer sur un outil opérationnel afin de renforcer la présence des entreprises corses à l'international.

L'enjeu est de permettre à la Collectivité de Corse et à l'ADEC de mobiliser pleinement les moyens disponibles pour accompagner les entreprises insulaires, en cohérence avec les priorités de développement définies par les institutions corses : diversification des débouchés, consolidation du tissu productif, valorisation des savoir-faire corses, soutien à l'emploi en Corse et renforcement de l'émancipation économique du territoire.

La collaboration entre les partenaires se matérialise notamment via la mise à disposition, par la Collectivité de Corse, d'un fonds de concours à l'internationalisation (auparavant dénommé fonds de concours export). Ce fonds est mobilisable par Business France, pour le compte des entreprises corses ou de l'ADEC, afin de permettre la prise en charge partielle et l'allègement de ses prestations d'accompagnement à l'export.

Ce fonds constitue un outil stratégique de la politique volontariste conduite par la Collectivité de Corse en faveur du positionnement et de la visibilité des entreprises corses à l'international. Il permet à l'ADEC d'exercer pleinement ses missions d'accompagnement des projets d'extension d'activités à l'international, tout en renforçant son rôle de facilitateur d'accès aux marchés extérieurs.

Concrètement, l'ADEC apporte une aide technique aux entreprises et opérateurs corses en leur permettant d'accéder aux produits et services de Business France à un coût allégé. L'accord s'applique, sans exclusivité, à l'ensemble des pays. Le partenariat s'inscrit dans le cadre des conditions générales de vente et des tarifs relatifs aux produits et services de Business France.

Toute prestation personnalisée réalisée dans ce cadre fait l'objet d'une communication de l'ADEC précisant les objectifs, les délais, les tarifs et les engagements associés. Cette exigence de transparence permet de garantir que les

actions soutenues répondent à des besoins clairement identifiés et qu'elles s'inscrivent dans l'intérêt des entreprises corses accompagnées.

Il importe également de rappeler que Business France agit, dans le cadre de ce partenariat avec la Collectivité de Corse, en qualité d'intermédiaire transparent. L'intégralité de la dotation du fonds est ainsi consacrée au financement des actions d'internationalisation au bénéfice des entreprises corses. Aucun frais de gestion n'est appliqué, ce qui permet une mobilisation directe et intégrale des crédits au service des entreprises insulaires.

Dans le cadre juridique applicable, l'intervention de Business France sans frais de gestion permet une contractualisation directe, sans consultation préalable. Ce choix garantit que chaque euro mobilisé par la Collectivité de Corse est affecté à l'accompagnement opérationnel des entreprises corses à l'international, dans une logique d'efficacité, de transparence et d'utilisation efficiente des fonds publics.

Ainsi, ce partenariat constitue un levier concret au service d'une ambition politique plus large : donner aux entreprises corses les moyens de se projeter sur les marchés extérieurs, tout en maintenant leur ancrage territorial, en consolidant l'emploi corse et en renforçant la capacité d'action économique de la Collectivité de Corse.

IV. Un bilan confirmant le potentiel international du tissu productif corse

La Corse compte aujourd'hui environ 500 entreprises exportatrices.

Depuis 2018, plus de 200 entreprises ont bénéficié de la dotation du fonds de concours à l'internationalisation.

Ces chiffres confirment la pertinence de cet outil, qui permet d'accompagner concrètement les entreprises corses dans leur accès aux marchés extérieurs. Ils doivent également être appréciés au regard de la structure du tissu économique insulaire, très majoritairement composé de TPE et de PME. Pour ces entreprises, l'appui public constitue souvent une condition déterminante pour franchir le cap de l'export, accéder à des réseaux internationaux, identifier de nouveaux débouchés et sécuriser leur développement.

Les entreprises accompagnées relèvent d'abord de secteurs d'activité matures, fortement enracinés dans le territoire et déjà reconnus à l'international. C'est notamment le cas de l'agroalimentaire, avec des entreprises telles que la Biscuiterie d'Afà, Corsica Gastronomia, la Biscuiterie de Zilia ou Callysthe, ainsi que de la viticulture, avec notamment l'Union des vignerons de l'Île de Beauté, l'Union des vignerons associés du Levant, le CIVC Interpro vins Corse, l'EARL Giacometti, le Domaine de Torraccia ou encore la Distillerie LN Mattei.

Le fonds accompagne également des secteurs et filières d'avenir, qui participent à la diversification de l'économie corse. Les nouvelles technologies y occupent une place croissante, avec des entreprises telles que Jeux and Co, GoodBarber, Arcadium, Sages Informatique, Midgard, HOSTA ou Neural Vision. Des filières émergentes, comme les cosmétiques, confirment également leur potentiel à l'export, à travers des entreprises telles que la Savonnerie du Nebbiu, Solyvia, Isula Dis, Corsica Essences ou Casanera.

Ce bilan montre que l'internationalisation ne concerne pas uniquement les filières traditionnelles. Elle constitue aussi un levier de développement pour des entreprises innovantes, capables de créer de la valeur en Corse, de renforcer l'emploi corse et de faire reconnaître, au-delà du territoire insulaire, la qualité des savoir-faire de la Corse.

Dans la continuité de l'année 2024, l'année 2025 a constitué une année de référence en matière d'internationalisation des entreprises corses. Elle a été marquée par l'organisation de missions collectives de prospection commerciale à travers l'Europe et, pour les entreprises de la Tech, par la pérennisation de la participation de la Corse au salon VivaTech Paris, rendez-vous majeur de l'innovation et des technologies.

Pas moins de 14 startups et entreprises technologiques corses ont été sélectionnées afin de bénéficier d'une visibilité à l'international et de rencontres destinées à favoriser le développement de partenariats stratégiques ou de courants d'affaires. Environ 160 rendez-vous ont ainsi été organisés pour ces entreprises, avec des retours particulièrement encourageants pour des structures telles qu'Aria Firefighting, Midgard, Neural Vision ou encore Colombo Tech.

Ces résultats traduisent la capacité d'entreprises corses, y compris de petite taille, à se positionner sur des marchés extérieurs exigeants lorsqu'elles bénéficient d'un accompagnement adapté. Ils confirment également l'intérêt d'une politique publique d'internationalisation pensée à partir des besoins réels du tissu économique corse : soutenir les filières enracinées, accompagner les entreprises innovantes, renforcer leur visibilité et leur permettre de grandir sans perdre leur ancrage territorial.

Ce bilan positif doit désormais être consolidé et amplifié. L'enjeu n'est pas seulement d'accompagner ponctuellement des entreprises déjà engagées dans une démarche d'export, mais de structurer une politique durable d'internationalisation au service de l'économie corse. Il s'agit de faire passer davantage d'entreprises insulaires à l'export, de renforcer les filières productives, de diversifier les débouchés et de contribuer à une plus grande émancipation économique de la Corse. C'est dans cette perspective que doivent être définis les objectifs à horizon 2030.

V. Objectifs 2030 : élargir la base exportatrice de la Corse pour renforcer l'émancipation économique

L'année 2026 sera consacrée à l'élaboration d'une nouvelle convention cadre avec Business France pour conforter la politique d'internationalisation de la Collectivité de Corse, notamment sur son volet export.

Cette nouvelle convention devra permettre de franchir une étape supplémentaire : passer d'une logique d'accompagnement déjà structurée à une stratégie plus ambitieuse, plus lisible et plus durable, au service des entreprises corses et des intérêts économiques de l'île.

L'objectif affiché est de placer la Corse en capacité de porter le nombre d'entreprises exportatrices à 1 000 à horizon 2030. Cette ambition ne doit pas être comprise comme un simple objectif quantitatif. Elle traduit la volonté de renforcer la base productive de l'économie corse, de diversifier les débouchés des entreprises insulaires, de soutenir l'emploi corse et de réduire les dépendances qui fragilisent

notre tissu économique.

Doubler le nombre d'entreprises exportatrices doit ainsi contribuer à faire émerger une économie corse plus résiliente, plus ouverte et plus souveraine : une économie capable de produire en Corse, d'innover en Corse, d'employer en Corse et de vendre au-delà de la Corse, en particulier dans les espaces méditerranéen et européen qui constituent l'environnement naturel de projection de notre île.

Pour réaliser cet objectif, la dotation du fonds de concours à l'internationalisation sera renforcée par la mobilisation des crédits du PE FEDER FSE+ 2021-2027 sur son axe *Objectif Spécifique RSO1.3 : Renforcer la croissance durable et la compétitivité des PME et la création d'emplois dans les PME*.

Ainsi, une dotation annuelle de 200 000 € inscrite sur les crédits d'action économique de la Collectivité de Corse produira un effet levier permettant de mobiliser des crédits FEDER. Cette articulation financière doit garantir une capacité d'intervention annuelle minimale du fonds de 300 000 € par an, avec la possibilité d'aller au-delà si la dynamique de projection à l'export des entreprises corses et des filières insulaires justifie un engagement plus soutenu.

Cet effet levier est essentiel. Il permet à la Collectivité de Corse de renforcer l'impact de ses crédits propres, tout en orientant les financements européens vers des priorités conformes aux besoins de l'île : compétitivité des PME corses, consolidation des filières productives, développement de l'emploi, diversification des marchés et renforcement de la capacité d'action économique de la Corse.

Dans ce cadre, et dans l'attente de la finalisation du travail de révision en cours de la convention cadre de partenariat entre la Collectivité de Corse, l'ADEC et Business France, il est proposé de conclure un quatrième avenant, en s'adossant à la convention cadre toujours en vigueur.

Cet avenant répond à un objectif de continuité opérationnelle. Il permettra de soutenir les actions d'ores et déjà engagées, notamment la mission de prospection « Tremplin économique Royaume-Uni / Irlande », qui se déroulera entre juin et septembre 2026, avec la participation de 10 entreprises insulaires.

La conclusion de cet avenant doit donc être comprise comme une mesure transitoire mais nécessaire : elle assure la continuité de l'accompagnement des entreprises corses en 2026, tout en préparant une nouvelle étape de la politique d'internationalisation de la Collectivité de Corse à horizon 2030.

En autorisant la signature de ce quatrième avenant, l'Assemblée de Corse permettra à la Collectivité de Corse et à l'ADEC de maintenir la dynamique engagée en faveur de l'export des entreprises corses, tout en préparant le renouvellement du cadre partenarial avec Business France. Cette décision s'inscrit dans une ambition plus large : faire de l'internationalisation un levier d'émancipation économique, de diversification des débouchés, de soutien à l'emploi corse et de rayonnement des savoir-faire insulaires.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.



CONVENTION CADRE

ENTRE LA COLLECTIVITE DE CORSE

représentée par L'AGENCE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA CORSE

ET BUSINESS FRANCE

Avenant n.4

La **Collectivité de Corse**, représentée par le Président du Conseil Exécutif de Corse, Gilles GIOVANNANGELI, donnant délégation à,

L'**Agence de Développement Economique de la Corse**, Etablissement public à caractère industriel et commercial, sis 1 avenue Eugène Macchini, 20000 Ajaccio, représentée par son Président Gilles GIOVANNANGELI,

ci-après dénommée « l'ADEC »,

d'une part,

et, **Business France**, Etablissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège social est sis 77 boulevard Saint-Jacques, 75014 Paris, immatriculé au RCS de Paris sous le numéro 451930051, représenté par son Directeur général, Louis MARGUERITTE,

ci-après dénommé « Business France »,

d'autre part,

ci-après dénommées conjointement les « Partenaires »

PREAMBULE

La Collectivité de Corse représentée par l'ADEC et Business France ont conclu une convention cadre, ayant pris effet le 21 septembre 2018, pour une durée d'une année (1), renouvelable par tacite reconduction pour des périodes annuelles successives sauf dénonciation, par l'une ou l'autre des parties, trois mois avant l'échéance de chaque terme (ci-après la « Convention »).

La Convention cadre a pour objectif de définir les responsabilités respectives des Partenaires et les relations entre eux tant en termes d'articulation de la stratégie nationale avec les stratégies propres à la Collectivité de Corse, que de leur mise en œuvre.

La collaboration entre les Partenaires se matérialise notamment via la mise à disposition par la Collectivité de Corse d'un fonds de concours à l'internationalisation, mobilisable par Business France pour le compte des entreprises corses ou de l'ADEC, agissant en vertu de ses compétences pour garantir le développement international des entreprises et du territoire insulaires, pour la prise en charge et l'allègement de ses prestations EXPORT et INVEST.

Les Parties se sont rapprochées afin de préciser les modalités de la mise à disposition du fonds de concours à l'internationalisation pour l'année 2026, dans l'attente de la révision de la convention cadre entre la Collectivité de Corse représentée par l'Agence de développement économique de Corse et Business France courant 2026 et, avec elle, des modalités de financement du fonds d'internationalisation qui mobiliseront, en complément des crédits d'action économique de la Collectivité de Corse, des crédits, récupérés par l'Agence, du PE FEDER FSE+ 2021 2027, Objectif Spécifique RSO1.3 : Renforcer la croissance durable et la compétitivité des PME et la création d'emplois dans les PME, y compris les investissements productifs.

LES PARTIES ONT DONC CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT n.4

Le présent avenant n.4 (ci-après dénommé l' « Avenant ») a pour objet de préciser les modalités de la mise à disposition du fonds de concours à l'internationalisation pour l'année 2026.

L'annexe N°1 « ANNEXE OPERATIONNELLE FONDS DE CONCOURS INTERNATIONALISATION 2026 », qui fait partie intégrante du présent Avenant, est valable pour l'année 2026.

ARTICLE 2 : PRISE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

Le présent Avenant prend effet au 1^{er} janvier 2026 et restera en vigueur jusqu'au versement du solde de la dotation, tel que précisé en Annexe n°1.

Toutes les autres dispositions de la Convention non modifiées par le présent Avenant demeurent inchangées et applicables.

Fait à Ajaccio, le

En trois exemplaires originaux.

Pour La Collectivité de Corse,

Pour l'ADEC,

Pour l'ADEC,

Pour Business France,

Le Président du Conseil
Exécutif,
Gilles GIOVANNANGELI

Le Président de l'ADEC,
Gilles
GIOVANNANGELI

Le Directeur général par
intérim,
Olivier MOSCONI

Le Directeur général,
Louis MARGUERITTE

Pour Business France,

L'agent Comptable,
Christophe Le BAUT

ANNEXE N°1 :
ANNEXE OPERATIONNELLE FONDS DE CONCOURS
INTERNATIONALISATION 2026

Afin de permettre à l'ADEC de remplir ses missions de soutien aux projets d'investissement et d'extension d'activités à l'international des entreprises et opérateurs économiques corses, de facilitateur à l'accès aux marchés internationaux, un fonds de concours à l'internationalisation, destiné à alléger, dès la facturation, le coût des produits et prestations de Business France aux entreprises et opérateurs corses ou à prendre en charge tout ou partie de ces prestations quand elles sont destinées à servir l'ensemble des opérateurs économiques, est mis en place. L'ADEC offre ainsi une aide technique aux entreprises et opérateurs corses, en proposant les produits et services de Business France à un coût allégé ou en prenant en charge ces derniers.

L'accord s'applique sans exclusivité à tous les pays. Le partenariat s'établit dans le cadre des conditions générales de vente et des tarifs relatifs aux produits et services de Business France. Toute prestation personnalisée à réaliser dans le cadre de ce partenariat fera l'objet d'une communication à l'ADEC définissant les objectifs, délais, tarifs et engagements.

Mode opératoire pour mise à disposition du fonds :

Le mode opératoire pour la mise à disposition des fonds sur la Convention prend effet le 01/01/2026 et arrivera à son terme le 31/12/2026, soit une durée d'une (1) année.

Il est précisé que la possibilité pour Business France d'imputer sur la dotation 2026 l'avance de trésorerie faite sur la dotation 2025.

La dotation sur l'année 2026 est chiffrée à 200 000€ (deux cent mille euros). Les Partenaires se réservent cependant le droit de réajuster le montant à la baisse ou à la hausse s'ils devaient constater que l'enveloppe de la dotation prévue initialement était trop importante ou insuffisante et notamment, dans ce dernier cas, de mobiliser des crédits du PE FEDER FSE+ 2021 2027 en complément des crédits d'intervention économique de la Collectivité de Corse. Cette opportunité nouvelle, et clauses réglementaires associées partagées par les parties, sera intégrée dans la nouvelle convention cadre en cours de finalisation.

Cette enveloppe se répartie dans son versement selon les modalités suivantes :

- 50 % à la signature du présent Avenant, et
- le solde, soit au maximum 50 % sur justificatif des dépenses, lors de la remise du bilan financier annuel. Le montant du versement du solde se fera au prorata des justificatifs transmis.

Le Directeur général de Business France s'engage à présenter le bilan financier de l'année 2026 certifié conforme et sincère par l'Agent comptable de Business France avant le 31 mars de l'année 2027.

Le Bureau de l'ADEC procédera à l'individualisation de la dotation 2025 sur le budget d'intervention de l'ADEC afin d'être en mesure d'engager et de verser les fonds à Business France.

A l'issue de l'année 2026, l'excédent éventuel sera reversé à l'ADEC sans que l'ADEC ait à le demander sur le compte suivant :

Titulaire : 02A080 Trésorerie de Corse

Code banque : 30 001

Code guichet : 00109

N° compte : 0000S050005

Clé RIB : 23

Le fonds de concours à l'internationalisation sera utilisé de la manière suivante :

L'ADEC définit les critères d'éligibilité des entreprises corses pour l'accès à l'allègement du coût des produits et services de Business France ainsi que les critères de mobilisation des prestations à des fins utiles à la politique d'internationalisation. L'ADEC peut décider de prendre en charge tout ou partie du coût de ces prestations. Business France indiquera à chaque entreprise ayant eu recours à ses prestations, ou à l'ADEC l'origine du fonds de concours à l'internationalisation utilisé.

Traitement des demandes des partenaires, opérateurs et entreprises corses :

Quand la demande émane d'une entreprise, toute demande de la part d'un bénéficiaire potentiel devra faire l'objet d'une fiche projet adressée à l'ADEC qui détermine l'éligibilité de la demande. L'ADEC, tout en informant le bénéficiaire, transmet une copie à Business France pour expertise notamment sur la faisabilité du projet export ou internationalisation du bénéficiaire. Business France propose un devis de prestations à réaliser en réponse au cahier des charges établi avec le bénéficiaire. En amont de la facturation définitive, Business France demande à son référent ADEC, la confirmation de la décision de prise en charge ou non par l'ADEC et la part du coût Hors Taxes de la prestation prise en charge.

La facture de Business France, doit obligatoirement intégrer la mention : « prestation financée par l'ADEC / subvention régime de minimis ».

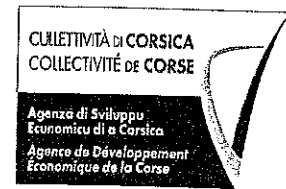
Ce fonds de concours pourra également servir au financement d'autres prestations directement liées au développement international des entreprises corses ou du territoire (notamment les prestations liées au volet INVEST destinées à qualifier et valoriser la destination corse ou encore les Volontaires Internationaux en Entreprises rattachés à l'ADEC et les envoyés spéciaux) ainsi qu'au déplacement de membres de l'ADEC dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention et de ses annexes à l'occasion d'opérations organisées par Business France à l'étranger. Une telle prise en charge fera l'objet d'une notification spécifique de l'ADEC à Business France.

Business France réalise et communique à l'ADEC un reporting de la consommation du fonds chaque semestre indiquant :

- le montant utilisé du fonds de concours
- le nombre d'entreprises l'ayant utilisé
- le nom des sociétés
- les détails des prestations + montant HT et TTC
- le total du financement accordé
- le solde du fonds de concours restant
- la copie des factures pour chaque prestation.

Ce montant pourra être réévalué en fonction des objectifs fixés par l'ADEC pour la mise en œuvre de la politique d'exportation et d'internationalisation. Cet engagement de l'ADEC prend la forme d'un fonds de concours à l'internationalisation. Celui-ci sera consommé au travers des prestations fournies aux entreprises corses ou aux organismes de la collectivité.

Cette consommation se fonde sur la base des tarifs publics de Business France.



CONVENTION CADRE
ENTRE LA COLLECTIVITE DE CORSE
représentée par L'AGENCE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA CORSE
ET BUSINESS FRANCE

La **Collectivité de Corse**, représentée par le Président du Conseil Exécutif de Corse, Gilles SIMEONI, donnant délégation à,

L'**Agence de Développement Economique de la Corse**, Etablissement public à caractère industriel et commercial, sis 1 avenue Eugène Macchini, 20000 Ajaccio, représentée par son président Jean-Christophe ANGELINI, Conseiller exécutif de Corse

d'une part,

et **Business France**, Etablissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège social est sis 77 boulevard Saint-Jacques, 75014 Paris, immatriculé au RCS de Paris sous le numéro 451930051, représenté par son Directeur général Christophe LECOURTIER

d'autre part,

ci-après dénommés conjointement « les Partenaires »,

PREALABLEMENT AUX PRESENTES IL A ETE RAPPELE CE QUI SUIIT :

L'**Agence de Développement Economique de la Corse** (« ADEC ») est l'établissement public territorial chargé de la mise en œuvre de la politique économique régionale de la Collectivité de Corse. À ce titre elle constitue, l'outil stratégique en matière d'actions économiques, d'innovation pour le secteur privé et d'internationalisation du tissu d'entreprises.

Dans le cadre des orientations proposées par le Conseil Exécutif de Corse et adoptées par l'Assemblée de Corse en matière de développement industriel, artisanal, technologique et commercial de la Corse, l'Agence en assure le pilotage opérationnel et est l'interlocuteur privilégié des porteurs de projets, des filières, des collectivités et des entreprises impulsant des initiatives au service du développement économique.

Business France est l'agence nationale au service de l'internationalisation de l'économie française. Placée sous l'autorité des ministères chargés de l'économie, des affaires étrangères et de l'aménagement du territoire, elle promeut l'attractivité et l'image économique de la France, de ses entreprises et de ses territoires. Elle s'appuie sur un réseau de 1500 collaborateurs situés en France et dans 70 pays. L'ordonnance n°2014-1555 du 22 décembre 2014 relative à Business France et portant fusion de l'Agence française pour les investissements internationaux et d'UBIFRANCE, Agence française pour le développement international des entreprises, et le décret n° 2014-1571 du 22 décembre 2014 fixent le cadre de son action et notamment les conditions dans lesquelles l'agence assure ses missions en partenariat avec les collectivités territoriales et au service des entreprises.

Considérant que :

L'ADEC est responsable sur son territoire de la définition d'une stratégie d'internationalisation de ses entreprises, d'attraction d'investissements étrangers et de coopération économique.

La Loi Notre n°2015-991 du 7 août 2015 dans son article 2(V), a modifié les dispositions de l'article L.4251-12 du code général des collectivités territoriales, a ainsi confié aux régions et à la Collectivité de Corse l'élaboration d'un Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internalisation (SRDE2I).

Le SRDE2I est la matrice de l'action de la Collectivité de Corse mais aussi des collectivités et institutions en matière de politique économique sur l'ensemble de la Corse. Il définit des orientations visant à favoriser un développement économique innovant, durable et équilibré pour l'île.

Ce schéma a été validé par l'Assemblée de Corse le 14 décembre 2016 dans sa délibération N°16/293 AC. Il pose les axes stratégiques et les principes opérationnels du *Riacquistu Economicu à Suciale*, en définissant les orientations territoriales en matière d'aides aux entreprises, de soutien à l'internationalisation et d'aides à l'investissement immobilier et à l'innovation des entreprises, ainsi que les orientations relatives à l'attractivité et au rayonnement économique de la Corse.

En Corse, le pilotage, la coordination, le suivi et l'évaluation des travaux d'élaboration et de mise en œuvre ont été confiés à l'Agence de développement économique de la Corse.

Cette convention s'inscrit donc en application des orientations du SRDE2I et constitue une brique de mise en œuvre de ce schéma dans le domaine de l'internationalisation.

La mission de Business France est d'aider les PME et les entreprises de taille intermédiaire à mieux se projeter à l'international, de contribuer à l'image d'une France attractive aux plans économique et commercial et de capter davantage d'investisseurs étrangers en France pour y créer ou y reprendre des activités créatrices d'emplois.

Les objectifs liés à cette mission sont formalisés dans un contrat triennal d'objectifs et de performance signé entre l'Etat et l'agence.

Les priorités et compétences de l'ADEC en matière d'internationalisation de l'économie de ses territoires rejoignent la mission d'intérêt public dont Business France est chargée dans ces domaines.

La poursuite et l'amplification d'une démarche partenariale entre l'ADEC et Business France porte d'importants enjeux de cohérence, de synergie et d'optimisation des moyens publics. C'est pourquoi l'ADEC entend consolider son partenariat avec Business France.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJECTIFS

Les Partenaires confirment leur volonté d'agir ensemble pour contribuer à :

- faire de la Corse un territoire attractif vis-à-vis des investisseurs étrangers créateurs d'emplois, notamment à l'échelle de la Méditerranée,
- contribuer à l'atteinte de l'objectif national de résorber le déficit du commerce extérieur, hors énergie
- faire progresser le nombre de TPE/PME/ETI exportatrices en Corse, et augmenter leur chiffre d'affaires à l'export de manière durable
- rendre l'action publique lisible et efficiente pour les entreprises exportatrices de la Corse et les investisseurs étrangers.

Les Partenaires expriment leur objectif de développer des relations de partenariat en faveur de l'internationalisation de la Corse tant en matière d'export, d'attractivité que d'investissements sur le territoire national.

Cette convention cadre a pour objectif de définir les responsabilités respectives des Partenaires et les relations entre eux tant en termes d'articulation de la stratégie nationale avec les stratégies propres à la Collectivité de Corse, que de leur mise en œuvre.

Par cet accord, la Collectivité de Corse, compétente en matière de développement économique et d'internationalisation, et l'ADEC, son agence de développement, qui met en œuvre ses orientations, doivent pouvoir tirer parti au mieux du dispositif public national, présent dans 64 pays à travers 87 bureaux, et lorsqu'elles le considèrent opportun, s'adosser à ses services et à son réseau à l'étranger pour la mise en œuvre de leur stratégie d'internationalisation aussi bien dans les domaines de l'export que de l'invest et de l'attractivité. Les objectifs partagés énoncés ci-dessus et dont Business France est porteur au niveau national tireront ainsi mieux parti des capacités et des atouts de la Corse.

ARTICLE 2 : EXPORT

- Le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDE2I) de Corse, piloté par l'ADEC, définit les orientations générales et de mise en œuvre de l'action publique d'accompagnement des entreprises à l'export.
- Business France, en tant qu'opérateur national, répond au mandat de ses tutelles, notamment en matière d'animation des filières de l'export, promues par le ministre chargé du commerce extérieur, ou de gestion des programmes sectoriels nationaux qui lui sont confiés par le ministre chargé de l'économie : décision n°14 du pacte de compétitivité, missions partenariales des pôles de compétitivité, programme French Tech et autres programmes d'accélération (Export + Santé, impact USA et Chine ou Ubimobility, etc.). L'agence est également conduite à passer des accords avec des partenaires au niveau national (CCI International, CNCCEF, etc.). Dès lors qu'ils comportent un volet territorial, les programmes et accords déjà signés, ou à venir, sont présentés à l'ADEC afin que leur déclinaison dans le territoire soit en cohérence avec le volet export du SRDE2I de Corse.
- L'ADEC doit pouvoir bénéficier des informations et outils nationaux d'aide à la décision stratégique pour orienter ses soutiens export, insuffler une dimension commerciale à ses programmes de coopération décentralisée ou cibler des pays/entreprises susceptibles de développer des partenariats pouvant aller jusqu'à des implantations étrangères sur son territoire.

S'appuyant sur ses panoramas sectoriels, véritables cartographies des priorités pays d'un secteur, Business France partage sa connaissance des marchés en rapprochant les filières d'excellence et savoir-faire de Corse avec les opportunités sectorielles des pays à potentiel.

- L'élaboration du Programme France Export, agenda unique de l'Exportateur en matière d'opérations collectives (pavillons français sur les grands salons internationaux, rencontres BtoB sur des secteurs à potentiel pour l'offre française) donne lieu à une concertation entre les Partenaires et à une mise en œuvre coordonnée. A cet effet, Business France associera en amont l'ADEC à la programmation nationale pour qu'in fine le Programme France Export devienne également son outil, qu'elle pourra promouvoir (et faire promouvoir aux opérateurs locaux) auprès de toutes les entreprises de son territoire, dégageant ainsi des moyens ciblés pour organiser, en complément, une aide spécifique à des entreprises, filières, pôles et clusters ou tout projet d'intérêt strictement local dans le cadre de programmes personnalisés.
- Pour amener davantage d'entreprises à s'engager sur les marchés étrangers et dans le cadre de la mise en œuvre du SRDE2I, l'ADEC anime et coordonne sur son territoire la politique de développement à l'international. Elle soutient financièrement les exportateurs régionaux au travers d'aides, tant individuelles que collectives, destinées aux TPE, PME et ETI pour leur permettre de couvrir les différentes étapes de leur développement export : des premières démarches jusqu'au projet abouti.
- Afin de permettre à l'ADEC de remplir ses missions de soutien aux projets d'investissement et d'extension d'activités à l'international des entreprises corses, de facilitateur à l'accès aux marchés internationaux, un fonds de concours à l'internationalisation, destiné à alléger, dès la facturation, le coût des produits et prestations de Business France aux entreprises et opérateurs corses, est mis en place. L'ADEC offre ainsi une aide technique aux entreprises et opérateurs corses, en proposant les produits et services de Business France à un coût allégé, selon un mode opératoire bien défini ci-annexé (annexe opérationnelle export).

Ces actions relèvent de :

- l'information et la sensibilisation,
- l'organisation de participations à des salons internationaux,
- la participation à des missions de prospection à l'étranger,
- la mise en place de programmes d'accompagnement sur mesure à l'export,
- le soutien à des représentations commerciales à l'étranger,

Pour favoriser la création et la structuration de services dédiés à l'export, l'ADEC s'engage également à soutenir financièrement les projets de recrutement de VIE.

- Le suivi et l'évaluation des actions menées par les Partenaires sont organisés au niveau territorial dans le cadre de la gouvernance de la politique Export, pilotée par l'ADEC.
- Les événements organisés par les Partenaires sont mutuellement portés à connaissance et des synergies seront trouvées aussi souvent qu'utile et nécessaire.
- Business France et l'ADEC désignent un correspondant référent, chargé du suivi de la convention et de l'évaluation du partenariat sur le volet export.

ARTICLE 3 : INVEST

- L'objectif stratégique de faire de la France l'un des pays les plus attractifs vis-à-vis des investisseurs étrangers et de positionner la Corse comme un territoire visible sur le plan méditerranéen et européen, suppose la définition conjointe entre les Partenaires de bonnes pratiques tenant compte des spécificités, atouts et priorités territoriales tant pour la prospection que pour la présentation de l'offre française aux investisseurs.
- A cet effet, la Collectivité de Corse a décidé de confier le rôle de correspondant Chef de File en Région (CCFR) dans le domaine de l'Invest à l'Agence de Développement Economique de la Corse (ADEC), afin de faciliter les relations avec Business France pour l'accompagnement, la co-prospection et le recensement des investissements étrangers.
- Les orientations « Coopération transfrontalière, Attractivité & Rayonnement » du SRDEII de Corse, mises en œuvre par l'ADEC, structurent l'action publique d'accompagnement des investissements en Corse. Le SRDEII s'impose aux actions de l'ADEC.
- Business France diffuse les projets d'investissement qu'elle identifie au travers du Comité d'Orientation et de Suivi des Projets Etrangers (COSPE) auquel sont conviés, outre les différents services et établissements publics de l'Etat concernés, les représentants de l'ADEC, qui rediffuse ces offres (ou un résumé de celles-ci) vers les collectivités territoriales infra régionales ou les organismes que ces dernières auront désignés. En retour, l'ADEC assure une réponse unifiée au sein de son territoire (sous forme d'offres territoriales et d'organisation de l'accompagnement local des investisseurs), en s'assurant de la prise en compte des opportunités d'accueil les plus pertinentes en Corse, à même de répondre aux besoins des investisseurs étrangers et aux logiques locales d'aménagement et d'égalité des territoires. Business France tient la Collectivité de Corse, via l'ADEC, informée des suites données aux offres présentées, au travers du COSPE et/ou autres modalités. La Collectivité de Corse, via l'ADEC, convient de mobiliser les ressources appropriées pour la production d'offres territoriales et l'accueil d'investisseurs. Les parties s'engagent à respecter les usages et accords de confidentialité requis par les investisseurs. L'assentiment exprès de l'investisseur avant toute éventuelle communication externe sera recherché.
- Business France intègre dans ses actions de prospection les priorités (sectorielles, technologiques, etc.) identifiées dans les volets attractivité du SRDEII en cohérence avec les priorités assignées par ses tutelles. La Collectivité de Corse, via l'ADEC, transmet à Business France toute information utile à la connaissance et à la valorisation des atouts régionaux sectoriels, technologiques, etc.
- Les demandes d'actions de promotion ou de prospection spécifiques émises auprès de Business France par les autres collectivités locales sont systématiquement appréciées et conduites (le cas échéant) en s'assurant de leur cohérence avec les orientations du SRDEII, au travers d'une coordination effective avec la Collectivité de Corse, via l'ADEC. Cette dernière, en tant que correspondant chef de file, devra être systématiquement informée d'actions engagées par d'autres collectivités locales en Corse avec Business France.
- Business France propose à la Collectivité de Corse, via l'ADEC, une offre de service spécifique pour promouvoir le territoire ou prospecter des investissements physiques créateurs d'emplois ou des investissements financiers pour des équipements et infrastructures structurants en termes d'aménagement du territoire, notamment des opérations d'intérêt régional portées ou promues par la Collectivité de Corse.
- Les Partenaires s'engagent à l'échange d'informations et à l'articulation de leurs actions dans le respect de leurs attributions respectives et des principes de transparence d'une part, et de confidentialité stricte pour ce qui concerne les projets d'investissement étrangers d'autre part.

Les modalités d'information et d'articulation des actions relatives à l'accompagnement d'un investisseur ou d'un projet d'investissement menées par les uns ou par les autres font l'objet de bonnes pratiques partagées.

- Business France et la Collectivité de Corse, avec le concours de l'ADEC, contribuent à la production du Bilan annuel des investissements étrangers au travers de la validation individuelle de chacun des projets aboutis sur le territoire de la Corse.
- Le *reporting* annuel des actions menées par les uns et les autres sera organisé dans le cadre des instances de gouvernance du SRDEII dans les domaines « coopération, attractivité et rayonnement ».
- Les événements organisés par les Partenaires sont mutuellement portés à connaissance et toutes les synergies seront recherchées pour optimiser la cohérence d'action.
- Au-delà de la présente convention cadre, et des accords en vigueur, la collaboration entre Business France, l'ADEC et la Collectivité de Corse, dans le domaine de l'Invest est déclinée dans une convention annexe jointe à la présente au sein de laquelle sont précisées les modalités de coopération, le recours au fonds de concours à l'internationalisation pour d'éventuelles prestations et activités liées à la mise en œuvre de la collaboration ainsi que les engagements réciproques des partenaires. Ces éléments pourront être complétés dans d'autres documents expressément prévus.

ARTICLE 4 : ATTRACTIVITE / RAYONNEMENT INTERNATIONAL

- Business France conçoit, développe et diffuse des argumentaires et outils de communication au service de l'attractivité de la France. L'agence peut fournir un conseil méthodologique à l'ADEC pour optimiser la valorisation de l'offre régionale faite aux investisseurs et contribuer à la promotion de l'image de la Collectivité de Corse à l'international.
- Business France peut également contribuer à la mise en valeur spécifique d'une stratégie d'attractivité d'un territoire, de ses secteurs d'excellence locaux, de ses infrastructures ou rechercher des types de partenaires par filières régionales. En ce sens, elle est à la disposition de la Collectivité pour la mise en place de collaborations sur mesure dans ces domaines, dans un principe respectant l'équité des territoires et les règles du marché.
- A travers les 500 opérations collectives (150 pavillons France notamment) que Business France organise chaque année à travers le monde et les campagnes de communication internationales que l'agence pilote, elle porte la dimension territoriale et, à ce titre, pourra participer, sur la base d'un cahier des charges ad hoc, à la promotion de l'image de la Corse à l'international.
- L'ADEC fournira à Business France les éléments lui permettant de valoriser son image à l'international.
- Business France fournira à l'ADEC l'assistance nécessaire pour l'organisation de Missions régionales internationales ainsi que pour l'accueil de délégations étrangères.

ARTICLE 5

Les Partenaires se consultent régulièrement pour débattre des questions courantes et à venir liées à leur coopération. Elles ont également la faculté, le cas échéant, d'organiser et de contribuer au développement de l'échange d'informations collectives ou encore de constituer des commissions et des groupes de travail dans des conditions qu'elles définiront.

ARTICLE 6 : GESTION DES LITIGES/ RESILIATION DE LA CONVENTION

Les Partenaires s'efforcent de résoudre à l'amiable les questions en relation avec l'application et l'interprétation des dispositions du présent accord, ainsi que toute question litigieuse qui pourrait naître au moment de sa mise en œuvre.

6.1. En cas de non-respect des obligations contractuelles résultant de la présente convention, la Partie qui s'estime lésée pourra, après mise en demeure notifiée par lettre recommandée à l'autre Partie, restée infructueuse pendant 30 jours, résilier de plein droit la Convention.

6.2. La Convention peut également être résiliée d'un commun accord entre les Parties par échange de courriers avec accusé de réception.

6.3 En cas de force majeure causée par un contexte ou une action extérieure entravant la réalisation du partenariat de la coopération (contexte géopolitique, catastrophes naturelles, accidents, etc.), les Parties seront déchargées de leurs obligations.

6.4 La loi applicable à la présente Convention est la loi française. En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente Convention, les Parties s'efforceront de rechercher un accord amiable. En cas de désaccord persistant, le litige sera porté à l'appréciation du Tribunal Administratif compétent.

ARTICLE 7 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention fait suite et remplace les conventions en cours. Elle prend effet à la date de sa signature, et sera automatiquement renouvelée pour des périodes annuelles successives sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties, trois mois avant l'échéance de chaque terme.

Dans le cas de la dénonciation de la convention, Business France s'engage à fournir à l'ADEC, sans qu'elle en ait à faire la demande, l'état récapitulatif des justifications de la participation des fonds mis à disposition. Dans le cas où cet état présenterait un reliquat, Business France s'engage à le reverser à l'ADEC sans que celle-ci en fasse la demande, dans un délai ne pouvant excéder trois mois à compter de la date de la fin de la convention.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des termes de la Convention doit faire l'objet d'un avenant écrit entre les Parties, concilié dans les mêmes formes et conditions que la présente Convention.

ARTICLE 9 – PROPRIETE INTELLECTUELLE / CONFIDENTIALITE

9.1 Propriété intellectuelle

Chaque Partie autorise l'autre Partie à reproduire, représenter, utiliser sa marque et logo par quelque procédé que ce soit dans le cadre de sa communication sur le Projet, plus généralement dans le cadre de l'exécution de la présente Convention, pour sa durée. Toute reproduction, représentation et utilisation par une Partie de la marque ou logo de l'autre Partie ne doit pas avoir pour but de nuire à sa réputation, soit d'être contraire aux usages, aux bonnes mœurs et à la légalité et doit être conforme à la charte graphique transmise par la Partie concernée.

Les informations, documents, textes et éléments de toute nature, diffusés ou transmis par l'une des Parties à l'autre dans le cadre de la Convention, en ce compris les éléments figurant sur leur site web sont protégés au titre de la propriété intellectuelle, et pour le monde entier.

La Convention n'emporte aucune cession d'aucune sorte de droits de propriété intellectuelle sur les éléments appartenant à l'une des Parties, au bénéfice de l'autre. Chaque Partie s'interdit de porter atteinte directement ou indirectement aux droits de propriété intellectuelle de l'autre Partie ou de leur auteur.

9.2 Confidentialité

Les Parties s'engagent à garder strictement confidentielle, à ne pas utiliser, communiquer, révéler à quiconque tout document, information, donnée, ou élément de toute nature reçu de l'autre Partie à l'occasion de l'exécution de la Convention ou observé à l'occasion de ses visites pendant la durée de la Convention et les deux (2) années après sa date de cessation pour quelque cause que ce soit.

La présente clause ne s'applique pas aux informations qui sont ou deviendraient du domaine public sans infraction par la Partie réceptrice ; aux informations dont la Partie réceptrice pourrait prouver avoir eues connaissance avant leur communication par la Partie communicante; aux informations dont la divulgation est requise par la loi, un règlement, une procédure judiciaire ou administrative, à condition toutefois que la Partie réceptrice en avise la Partie communicante dans les plus brefs délais.

Chaque Partie s'engage à avertir son personnel, ses éventuels sous-traitants et/ou les entreprises de travail temporaire auxquels elle pourrait faire appel, de la confidentialité des éléments susvisés.

ARTICLE 10 – DONNEES PERSONNELLES

Business France rappelle expressément le caractère stratégique et strictement confidentiel de toutes les données à caractère personnel.

Par conséquent, les Parties reconnaissent que l'ensemble de ces données et fichiers est soumis au respect de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 « Informatique et libertés » et du Règlement UE (2016/679) du 27 avril 2016 « Règlement général sur la protection des données » et relève de la vie privée et du secret professionnel.

Les Parties s'engagent à mettre en place toutes les procédures nécessaires pour en assurer la confidentialité et la plus grande sécurité.

Les Parties s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires au respect par elles-mêmes et par leur personnel de ces obligations et notamment à ne pas traiter, consulter les données et fichiers contenus à d'autres fins que l'exécution de la Convention ; ne traiter, consulter les données que dans le cadre des

instructions et de l'autorisation reçues par l'autre Partie ; prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des données, et notamment, empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées, et empêcher tout accès qui ne serait pas préalablement autorisé par l'autre Partie; à prendre toute mesure permettant d'empêcher toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des données ou des fichiers ; s'interdire la consultation, le traitement de données autres que celles concernées par les présentes et ce, même si l'accès à ces données est techniquement possible.

Par ailleurs, les Parties s'interdisent :

- de divulguer, sous quelque forme que ce soit, tout ou parties des données exploitées ;
- de prendre copie ou de stocker, quelles qu'en soient la forme et la finalité, tout ou partie des informations ou données contenues sur les supports ou documents qui leurs ont été confiés ou recueillis par elles au cours de l'exécution de la présente convention.

Les Parties s'engagent en cas de changement des moyens visant à assurer la sécurité et la confidentialité des données et des fichiers, à les remplacer par des moyens d'une performance équivalente ou supérieure.

Les Parties reconnaissent et acceptent qu'elles ne puissent agir en matière de traitement des données et des fichiers auxquels elles peuvent avoir accès que conformément aux présentes.

Les Parties ne peuvent sous-traiter tout ou partie des prestations, notamment vers un pays qui n'est pas situé dans le cadre de l'Union Européenne et/ou n'ayant pas fait l'objet d'une reconnaissance de protection adéquate par la Commission Européenne, qu'après avoir obtenu :

- l'accord écrit préalable et exprès de l'autre Partie ;
- la signature d'un contrat écrit avec son sous-traitant mentionnant la présente clause.

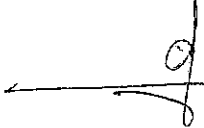
ARTICLE 11- RESPONSABILITE

Les Parties ne répondent, lorsque leur responsabilité est engagée, que des seuls dommages matériels, directs, personnels et certains. Elles ne pourront en aucun cas prétendre à l'indemnisation de dommages indirects et immatériels.

Fait à **AJACCIO** Le **21 SEP. 2018** en trois exemplaires

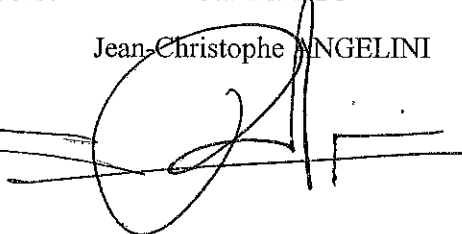
Pour la Collectivité de Corse

Gilles SIMEONI



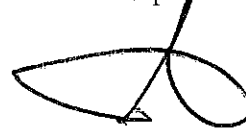
Pour l'ADEC

Jean-Christophe ANGELINI



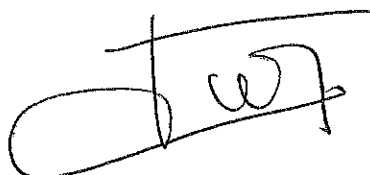
Pour Business France

Christophe LECOURTIER



En présence de la Préfète de Corse

Josiane CHEVALIER



ANNEXE OPERATIONNELLE EXPORT

Afin de permettre à l'ADEC de remplir ses missions de soutien aux projets d'investissement et d'extension d'activités à l'international des entreprises corses, de facilitateur à l'accès aux marchés internationaux, un fonds de concours à l'internationalisation, destiné à alléger, dès la facturation, le coût des produits et prestations de Business France aux entreprises et opérateurs corses, est mis en place. L'ADEC offre ainsi une aide technique aux entreprises et opérateurs corses, en proposant les produits et services de Business France à un coût allégé.

L'accord s'applique sans exclusivité à tous les pays. Le partenariat s'établit dans le cadre des conditions générales de vente et des tarifs relatifs aux produits et services de Business France. Toute prestation personnalisée à réaliser dans le cadre de ce partenariat fera l'objet d'une communication à l'ADEC définissant les objectifs, délais, tarifs et engagements.

Mode opératoire pour mise à disposition du fonds :

Le mode opératoire pour la mise à disposition des fonds sur la présente convention cadre prend effet à compter de sa date de signature et arrivera à son terme le 31/12/2022 soit une durée maximale de 5 ans.

La dotation sur ces 5 années est chiffrée à 1,5 M€ soit 300 000€ par an qui seront inscrits dans les conventions annuelles. Le montant annuel est un montant maximum. Les partenaires (ADEC & Business France) se réservent cependant le droit de réajuster le montant à la baisse s'ils devaient constater que l'enveloppe de la dotation annuelle prévue initialement était trop importante. Cette modification fera alors l'objet d'un avenant à la convention cadre.

Chaque convention annuelle démarre le 1 janvier et s'achève le 31 décembre.

Chaque enveloppe annuelle se répartie dans son versement selon les modalités suivantes :

- 50 % à la signature de la convention annuelle,
- le solde, soit au maximum 50 % sur justificatif des dépenses, lors de la remise du bilan financier annuel. Le montant du versement du solde se fera au prorata des justificatifs transmis.

Le Directeur général de Business France s'engage à présenter le bilan financier de l'année N certifié conforme et sincère par l'Agent comptable de Business France avant le 31 mars de l'année N+1.

Chaque appel de fonds se fera par courrier signé du Directeur Général de Business France auprès de l'ADEC à l'adresse suivante : Monsieur le Directeur de l'ADEC, immeuble Le Régent, 1 avenue Eugène Macchini 20000 AJACCIO. Sur la base de cet appel de fonds, le Bureau de l'ADEC procédera à l'individualisation de la dotation annuelle sur le budget d'intervention de l'ADEC afin d'être en mesure d'engager et de verser les fonds de la dotation annuelle à Business France.

Tout ou partie des fonds annuels de l'année N non utilisés pourront faire l'objet d'un report sur l'année N+1 la dotation annuelle N+1 s'en trouvera donc augmentée d'autant, sans toutefois être supérieure à la dotation annuelle prévue dans la convention

Si une dotation annuelle s'avérait insuffisante, l'ADEC versera par anticipation une dotation complémentaire sur l'année N qui viendra en déduction de la dotation annuelle de l'année N+1.

Dans chacun de ces 2 cas, un avenant viendra entériner ce processus financier.

A l'issue de ces 5 ans, l'excédent éventuel sera reversé à l'ADEC sans que l'ADEC ait à le demander sur le compte suivant :

Titulaire : 02A080 Trésorerie de Corse

Code banque : 30 001

Code guichet : 00109

N° compte : 0000S050005

Clé RIB : 23

En aucun cas l'ADEC ne financera un dépassement de l'enveloppe globale inscrite sur les 5 années de la convention cadre.

Le fonds de concours à l'internationalisation sera utilisé de la manière suivante :

L'ADEC définit les critères d'éligibilité des entreprises corses pour l'accès à l'allègement du coût des produits et services de Business France. L'ADEC peut décider de prendre en charge tout ou partie du coût de ces prestations. Business France indiquera à chaque entreprise ayant eu recours à ses prestations, l'origine du fonds de concours à l'internationalisation utilisé.

Traitement des demandes des partenaires, opérateurs et entreprises corses :

Toute demande de la part d'un bénéficiaire potentiel devra faire l'objet d'une déclaration d'intention adressée à l'ADEC qui détermine l'éligibilité de la demande. L'ADEC, tout en informant le bénéficiaire, transmet une copie à Business France pour expertise notamment sur la faisabilité du projet export ou internationalisation du bénéficiaire. Business France propose un devis de prestations à réaliser en réponse au cahier des charges établi avec le bénéficiaire. En amont de la facturation définitive, Business France demande à son référent ADEC, la confirmation de la décision de prise en charge ou non par l'ADEC et la part du coût Hors Taxes de la prestation prise en charge.

La facture de Business France, doit obligatoirement intégrer la mention : « prestation financée par l'ADEC ».

Business France réalise et communique à l'ADEC un reporting de la consommation du fonds chaque semestre indiquant :

- le montant utilisé du fonds de concours
- le nombre d'entreprises l'ayant utilisé
- Nom des sociétés
- Détails des prestations + montant HT et TTC
- Le total du financement accordé
- Le solde du fonds de concours restant
- copie des factures pour chaque prestation.

Ce montant sera évalué à partir des objectifs fixés par le Comité en charge du pilotage de la politique d'exportation et d'internationalisation. Cet engagement de l'ADEC prend la forme d'un fonds de concours à l'internationalisation. Celui-ci sera consommé au travers des prestations fournies aux entreprises corses ou aux organismes de la collectivité

Cette consommation se fonde sur la base des tarifs publics de Business France.

Ce fonds de concours pourra également servir au financement d'autres prestations directement liées au développement international des entreprises corses ou du territoire ainsi qu'au déplacement de membres de l'ADEC dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention cadre et de ses annexes à l'occasion d'opérations organisées par/en partenariat avec Business France à l'étranger. Une telle prise en charge fera l'objet d'une notification spécifique de l'ADEC à Business France.



CONVENTION CADRE

ENTRE LA COLLECTIVITE DE CORSE

représentée par L'AGENCE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA CORSE
ET BUSINESS FRANCE

Avenant n.1

La **Collectivité de Corse**, représentée par le Président du Conseil Exécutif de Corse, Gilles SIMEONI, donnant délégation à,

L'**Agence de Développement Economique de la Corse**, Etablissement public à caractère industriel et commercial, sis 1 avenue Eugène Macchini, 20000 Ajaccio, représentée par son président Alex VINCIGUERRA, Conseiller exécutif de Corse

ci-après dénommée l' « ADEC »,

d'une part,

et **Business France**, Etablissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège social est sis 77 boulevard Saint-Jacques, 75014 Paris, immatriculé au RCS de Paris sous le numéro 451930051, représenté par son Directeur général Laurent SAINT MARTIN,

ci-après dénommé « Business France »,

d'autre part,

ci-après dénommées conjointement les « Partenaires »,

PREAMBULE

La Collectivité de Corse représentée par l'ADEC et Business France ont conclu une convention cadre, ayant pris effet le 21 septembre 2018, pour une durée d'une année (1), renouvelable par tacite reconduction pour des périodes annuelles successives sauf dénonciation, par l'une ou l'autre des parties, trois mois avant l'échéance de chaque terme (ci-après la « Convention »).

La Convention cadre a pour objectif de définir les responsabilités respectives des Partenaires et les relations entre eux tant en termes d'articulation de la stratégie nationale avec les stratégies propres à la Collectivité de Corse, que de leur mise en œuvre.

La collaboration entre les Partenaires se matérialise notamment via la mise à disposition par la Collectivité de Corse d'un fonds de concours à l'internationalisation, mobilisable par Business France pour le compte des entreprises corses ou de l'ADEC, agissant en vertu de ses compétences pour garantir le développement international des entreprises et du territoire insulaires, pour la prise en charge et l'allègement de ses prestations EXPORT et INVEST.

Les Parties se sont rapprochées afin de préciser les modalités de la mise à disposition du fonds de concours à l'internationalisation pour l'année 2023.

LES PARTIES SONT DONC CONVENUES CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT n.1

Le présent avenant n.1 (ci-après dénommé l' « Avenant ») a pour objet de préciser les modalités de la mise à disposition du fonds de concours à l'internationalisation pour l'année 2023.

L'annexe N°1 « ANNEXE OPERATIONNELLE FONDS DE CONCOURS INTERNATIONALISATION 2023 », qui fait partie intégrante du présent Avenant, est valable pour l'année 2023.

ANNEXE N°1 :

ANNEXE OPERATIONNELLE FONDS DE CONCOURS INTERNATIONALISATION 2023

Afin de permettre à l'ADEC de remplir ses missions de soutien aux projets d'investissement et d'extension d'activités à l'international des entreprises et opérateurs économiques corses, de facilitateur à l'accès aux marchés internationaux, un fonds de concours à l'internationalisation, destiné à alléger, dès la facturation, le coût des produits et prestations de Business France aux entreprises et opérateurs corses ou à prendre en charge tout ou partie de ces prestations quand elles sont destinées à servir l'ensemble des opérateurs économiques, est mis en place. L'ADEC offre ainsi une aide technique aux entreprises et opérateurs corses, en proposant les produits et services de Business France à un coût allégé ou en prenant en charge ces derniers.

L'accord s'applique sans exclusivité à tous les pays. Le partenariat s'établit dans le cadre des conditions générales de vente et des tarifs relatifs aux produits et services de Business France. Toute prestation personnalisée à réaliser dans le cadre de ce partenariat fera l'objet d'une communication à l'ADEC définissant les objectifs, délais, tarifs et engagements.

Mode opératoire pour mise à disposition du fonds :

Le mode opératoire pour la mise à disposition des fonds sur la Convention prend effet le 1/01/2023 et arrivera à son terme le 31/12/2023, soit une durée d'une (1) année.

La dotation sur l'année 2023 est chiffrée à 300 000€ (trois cent mille euros). Les Partenaires se réservent cependant le droit de réajuster le montant à la baisse ou à la hausse s'ils devaient constater que l'enveloppe de la dotation prévue initialement était trop importante ou insuffisante. Cette modification fera alors l'objet d'un avenant à la Convention.

Cette enveloppe se répartie dans son versement selon les modalités suivantes :

- 50 % à la signature du présent Avenant, et
- le solde, soit au maximum 50 % sur justificatif des dépenses, lors de la remise du bilan financier annuel. Le montant du versement du solde se fera au prorata des justificatifs transmis.

ARTICLE 2 : PRISE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

Le présent Avenant prend effet au 1^{er} janvier 2023 et restera en vigueur jusqu'au versement du solde de la dotation, telle que précisé en Annexe N°1.

Toutes les autres dispositions de la Convention non modifiées par le présent Avenant demeurent inchangées et applicables.

Fait à _____, le **8 MARS 2023**

En trois exemplaires originaux.

Pour la Collectivité de Corse
Gilles SIMEONI

Pè u Presidente di u Cunsigliu esecutivu di Corsica è per delegazione
Pour le Président du Conseil exécutif de Corse et par délégation

U direttore generale di i servizii / Le directeur général des services
Guillaume GOMART

Pour l'ADEC
Alex VINCIGUERRA



Pour Business France
Laurent SAINT MARTIN



Le Directeur général de Business France s'engage à présenter le bilan financier de l'année 2023 certifié conforme et sincère par l'Agent comptable de Business France avant le 31 mars de l'année 2024.

Le Bureau de l'ADEC procédera à l'individualisation de la dotation 2023 sur le budget d'intervention de l'ADEC afin d'être en mesure d'engager et de verser les fonds à Business France.

A l'issue de l'année 2023, l'excédent éventuel sera reversé à l'ADEC sans que l'ADEC ait à le demander sur le compte suivant :

Titulaire : 02A080 Trésorerie de Corse

Code banque : 30 001

Code guichet : 00109

N° compte : 0000S050005

Clé RIB : 23

Le fonds de concours à l'internationalisation sera utilisé de la manière suivante :

L'ADEC définit les critères d'éligibilité des entreprises corses pour l'accès à l'allègement du coût des produits et services de Business France ainsi que les critères de mobilisation des prestations à des fins utiles à la politique d'internationalisation. L'ADEC peut décider de prendre en charge tout ou partie du coût de ces prestations. Business France indiquera à chaque entreprise ayant eu recours à ses prestations, ou à l'ADEC l'origine du fonds de concours à l'internationalisation utilisé.

Traitement des demandes des partenaires, opérateurs et entreprises corses :

Quand la demande émane d'une entreprise, toute demande de la part d'un bénéficiaire potentiel devra faire l'objet d'une déclaration d'intention adressée à l'ADEC qui détermine l'éligibilité de la demande. L'ADEC, tout en informant le bénéficiaire, transmet une copie à Business France pour expertise notamment sur la faisabilité du projet export ou internationalisation du bénéficiaire. Business France propose un devis de prestations à réaliser en réponse au cahier des charges établi avec le bénéficiaire. En amont de la facturation définitive, Business France demande à son référent ADEC, la confirmation de la décision de prise en charge ou non par l'ADEC et la part du coût Hors Taxes de la prestation prise en charge.

La facture de Business France, doit obligatoirement intégrer la mention : « prestation financée par l'ADEC / subvention régime de minimis ».

Ce fonds de concours pourra également servir au financement d'autres prestations directement liées au développement international des entreprises corses ou du territoire (notamment les prestations liées au volet INVEST destinées à qualifier et valoriser la destination corse ou encore les Volontaires Internationaux en Entreprises rattachés à l'ADEC et les envoyés spéciaux) ainsi qu'au déplacement de membres de l'ADEC dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention et de ses annexes à l'occasion d'opérations organisées par Business France à l'étranger. Une telle prise en charge fera l'objet d'une notification spécifique de l'ADEC à Business France.

Business France réalise et communique à l'ADEC un reporting de la consommation du fonds chaque semestre indiquant :

- le montant utilisé du fonds de concours
- le nombre d'entreprises l'ayant utilisé
- le nom des sociétés
- les détails des prestations + montant HT et TTC
- le total du financement accordé
- le solde du fonds de concours restant
- la copie des factures pour chaque prestation.

Ce montant pourra être réévalué en fonction des objectifs fixés par l'ADEC pour la mise en œuvre de la politique d'exportation et d'internationalisation. Cet engagement de l'ADEC prend la forme d'un fonds de concours à l'internationalisation. Celui-ci sera consommé au travers des prestations fournies aux entreprises corses ou aux organismes de la collectivité.

Cette consommation se fonde sur la base des tarifs publics de Business France.



CONVENTION CADRE

ENTRE LA COLLECTIVITE DE CORSE

représentée par L'AGENCE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA CORSE
ET BUSINESS FRANCE

Avenant n.2

La **Collectivité de Corse**, représentée par le Président du Conseil Exécutif de Corse, Gilles SIMEONI, donnant délégation à,

L'**Agence de Développement Economique de la Corse**, Etablissement public à caractère industriel et commercial, sis 1 avenue Eugène Macchini, 20000 Ajaccio, représentée par son président Alex VINCIGUERRA, Conseiller exécutif de Corse
ci-après dénommée l' « ADEC »,

d'une part,

et **Business France**, Etablissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège social est sis 77 boulevard Saint-Jacques, 75014 Paris, immatriculé au RCS de Paris sous le numéro 451930051, représenté par son Directeur général Laurent SAINT MARTIN

ci-après dénommé « Business France »,

d'autre part,

ci-après dénommées conjointement les « Partenaires »,

PREAMBULE

La Collectivité de Corse représentée par l'ADEC et Business France ont conclu une convention cadre, ayant pris effet le 21 septembre 2018, pour une durée d'une année (1), renouvelable par tacite reconduction pour des périodes annuelles successives sauf dénonciation, par l'une ou l'autre des parties, trois mois avant l'échéance de chaque terme (ci-après la « Convention »).

La Convention cadre a pour objectif de définir les responsabilités respectives des Partenaires et les relations entre eux tant en termes d'articulation de la stratégie nationale avec les stratégies propres à la Collectivité de Corse, que de leur mise en œuvre.

La collaboration entre les Partenaires se matérialise notamment via la mise à disposition par la Collectivité de Corse d'un fonds de concours à l'internationalisation, mobilisable par Business France pour le compte des entreprises corses ou de l'ADEC, agissant en vertu de ses compétences pour garantir le développement international des entreprises et du territoire insulaires, pour la prise en charge et l'allègement de ses prestations EXPORT et INVEST.

Les Parties se sont rapprochées afin de préciser les modalités de la mise à disposition du fonds de concours à l'internationalisation pour l'année 2024, dans l'attente de la révision de la convention cadre entre la Collectivité de Corse représentée par l'Agence de Développement Economique de Corse et Business France courant 2024 et, avec elle, des modalités du fonds d'internationalisation.

LES PARTIES SONT DONC CONVENUES CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT n.2

Le présent avenant n.2 (ci-après dénommé l'« Avenant ») a pour objet de préciser les modalités de la mise à disposition du fonds de concours à l'internationalisation pour l'année 2024.

L'annexe N°1 « ANNEXE OPERATIONNELLE FONDS DE CONCOURS INTERNATIONALISATION 2024 », qui fait partie intégrante du présent Avenant, est valable pour l'année 2024.

ARTICLE 2 : PRISE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

Le présent Avenant prend effet au 1^{er} janvier 2024 et restera en vigueur jusqu'au versement du solde de la dotation, telle que précisé en Annexe N°1.

Toutes les autres dispositions de la Convention non modifiées par le présent Avenant demeurent inchangées et applicables.

Fait à Ajaccio, le 25/03/2024

En trois exemplaires originaux.

Pour la Collectivité de Corse
Gilles SIMEONI



Pour l'ADEC
Alex VINCIGUERRA



Pour Business France
Laurent SAINT MARTIN



Pour Business France
Christophe Le Baut



ANNEXE N°1 : ANNEXE OPERATIONNELLE FONDS DE CONCOURS INTERNATIONALISATION 2024
--

Afin de permettre à l'ADEC de remplir ses missions de soutien aux projets d'investissement et d'extension d'activités à l'international des entreprises et opérateurs économiques corses, de facilitateur à l'accès aux marchés internationaux, un fonds de concours à l'internationalisation, destiné à alléger, dès la facturation, le coût des produits et prestations de Business France aux entreprises et opérateurs corses ou à prendre en charge tout ou partie de ces prestations quand elles sont destinées à servir l'ensemble des opérateurs économiques, est mis en place. L'ADEC offre ainsi une aide technique aux entreprises et opérateurs corses, en proposant les produits et services de Business France à un coût allégé ou en prenant en charge ces derniers.

L'accord s'applique sans exclusivité à tous les pays. Le partenariat s'établit dans le cadre des conditions générales de vente et des tarifs relatifs aux produits et services de Business France. Toute prestation personnalisée à réaliser dans le cadre de ce partenariat fera l'objet d'une communication à l'ADEC définissant les objectifs, délais, tarifs et engagements.

Mode opératoire pour mise à disposition du fonds :

Le mode opératoire pour la mise à disposition des fonds sur la Convention prend effet le 1/01/2024 et arrivera à son terme le 31/12/2024, soit une durée d'une (1) année.

La dotation sur l'année 2024 est chiffrée à 300 000€ (trois cent mille euros). Les Partenaires se réservent cependant le droit de réajuster le montant à la baisse ou à la

hausse s'ils devaient constater que l'enveloppe de la dotation prévue initialement était trop importante ou insuffisante. Cette modification fera alors l'objet d'un avenant à la Convention.

Cette enveloppe se répartie dans son versement selon les modalités suivantes :

- 50 % à la signature du présent Avenant, et
- le solde, soit au maximum 50 % sur justificatif des dépenses, lors de la remise du bilan financier annuel. Le montant du versement du solde se fera au prorata des justificatifs transmis.

Le Directeur général de Business France s'engage à présenter le bilan financier de l'année 2024 certifié conforme et sincère par l'Agent comptable de Business France avant le 31 mars de l'année 2025.

Le Bureau de l'ADEC procédera à l'individualisation de la dotation 2024 sur le budget d'intervention de l'ADEC afin d'être en mesure d'engager et de verser les fonds à Business France.

A l'issue de l'année 2024, l'excédent éventuel sera reversé à l'ADEC sans que l'ADEC ait à le demander sur le compte suivant :

Titulaire : 02A080 Trésorerie de Corse

Code banque : 30 001

Code guichet : 00109

N° compte : 0000S050005

Clé RIB : 23

Le fonds de concours à l'internationalisation sera utilisé de la manière suivante :

L'ADEC définit les critères d'éligibilité des entreprises corses pour l'accès à l'allègement du coût des produits et services de Business France ainsi que les critères de mobilisation des prestations à des fins utiles à la politique d'internationalisation.

L'ADEC peut décider de prendre en charge tout ou partie du coût de ces prestations.

Business France indiquera à chaque entreprise ayant eu recours à ses prestations, ou à l'ADEC l'origine du fonds de concours à l'internationalisation utilisé.

Traitement des demandes des partenaires, opérateurs et entreprises corses :

Quand la demande émane d'une entreprise, toute demande de la part d'un bénéficiaire potentiel devra faire l'objet d'une déclaration d'intention adressée à l'ADEC qui détermine l'éligibilité de la demande. L'ADEC, tout en informant le bénéficiaire, transmet une copie à Business France pour expertise notamment sur la faisabilité du projet export ou internationalisation du bénéficiaire. Business France propose un devis de prestations à réaliser en réponse au cahier des charges établi avec le bénéficiaire.

En amont de la facturation définitive, Business France demande à son référent ADEC, la confirmation de la décision de prise en charge ou non par l'ADEC et la part du coût Hors Taxes de la prestation prise en charge.

La facture de Business France, doit obligatoirement intégrer la mention : « prestation financée par l'ADEC / subvention régime de minimis ».

Ce fonds de concours pourra également servir au financement d'autres prestations directement liées au développement international des entreprises corses ou du territoire (notamment les prestations liées au volet INVEST destinées à qualifier et valoriser la destination corse ou encore les Volontaires Internationaux en Entreprises rattachés à l'ADEC et les envoyés spéciaux) ainsi qu'au déplacement de membres de l'ADEC dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention et de ses annexes à l'occasion d'opérations organisées par Business France à l'étranger. Une telle prise en charge fera l'objet d'une notification spécifique de l'ADEC à Business France.

Business France réalise et communique à l'ADEC un reporting de la consommation du fonds chaque semestre indiquant :

- le montant utilisé du fonds de concours
- le nombre d'entreprises l'ayant utilisé
- le nom des sociétés
- les détails des prestations + montant HT et TTC
- le total du financement accordé
- le solde du fonds de concours restant
- la copie des factures pour chaque prestation.

Ce montant pourra être réévalué en fonction des objectifs fixés par l'ADEC pour la mise en œuvre de la politique d'exportation et d'internationalisation. Cet engagement de l'ADEC prend la forme d'un fonds de concours à l'internationalisation. Celui-ci sera consommé au travers des prestations fournies aux entreprises corses ou aux organismes de la collectivité.

Cette consommation se fonde sur la base des tarifs publics de Business France.

20 2 5 7 8 3 5



CONVENTION CADRE

ENTRE LA COLLECTIVITE DE CORSE

représentée par L'AGENCE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA CORSE

ET BUSINESS FRANCE

Avenant n.3

La **Collectivité de Corse**, représentée par le Président du Conseil Exécutif de Corse, Gilles SIMEONI, donnant délégation à,

L'**Agence de Développement Economique de la Corse**, Etablissement public à caractère industriel et commercial, sis 1 avenue Eugène Macchini, 20000 Ajaccio, représentée par son président Gilles GIOVANNANGELI, Conseiller exécutif de Corse ci-après dénommée l' « ADEC »,

d'une part,

et **Business France**, Etablissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège social est sis 77 boulevard Saint-Jacques, 75014 Paris, immatriculé au RCS de Paris sous le numéro 451930051, représenté par son Directeur général par Intérim Benoit TRIVULCE

ci-après dénommé « Business France »,

d'autre part,

ci-après dénommées conjointement les « Partenaires »

PREAMBULE

La Collectivité de Corse représentée par l'ADEC et Business France ont conclu une convention cadre, ayant pris effet le 21 septembre 2018, pour une durée d'une année (1), renouvelable par tacite reconduction pour des périodes annuelles successives sauf dénonciation, par l'une ou l'autre des parties, trois mois avant l'échéance de chaque terme (ci-après la « Convention »).

La Convention cadre a pour objectif de définir les responsabilités respectives des Partenaires et les relations entre eux tant en termes d'articulation de la stratégie nationale avec les stratégies propres à la Collectivité de Corse, que de leur mise en œuvre.

La collaboration entre les Partenaires se matérialise notamment via la mise à disposition par la Collectivité de Corse d'un fonds de concours à l'internationalisation, mobilisable par Business France pour le compte des entreprises corses ou de l'ADEC, agissant en vertu de ses compétences pour garantir le développement international des entreprises et du territoire insulaires, pour la prise en charge et l'allègement de ses prestations EXPORT et INVEST.

Les Parties se sont rapprochées afin de préciser les modalités de la mise à disposition du fonds de concours à l'internationalisation pour l'année 2025, dans l'attente de la révision de la convention cadre entre la Collectivité de Corse représentée par l'Agence de développement économique de Corse et Business France courant 2025 et, avec elle, des modalités de financement du fonds d'internationalisation qui mobiliseront, en complément des crédits d'action économique de la Collectivité de Corse, des crédits du PE FEDER FSE+ 2021 2027, Objectif Spécifique RSO1.3 : Renforcer la croissance durable et la compétitivité des PME et la création d'emplois dans les PME, y compris les investissements productifs.

LES PARTIES ONT DONC CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT n.3

Le présent avenant n.3 (ci-après dénommé l' « Avenant ») a pour objet de préciser les modalités de la mise à disposition du fonds de concours à l'internationalisation pour l'année 2025.

L'annexe N°1 « ANNEXE OPERATIONNELLE FONDS DE CONCOURS INTERNATIONALISATION 2025 », qui fait partie intégrante du présent Avenant, est valable pour l'année 2025

ARTICLE 2 : PRISE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

Le présent Avenant prend effet au 1^{er} janvier 2025 et restera en vigueur jusqu'au versement du solde de la dotation, tel que précisé en Annexe n°1.



20 25 78 35

Toutes les autres dispositions de la Convention non modifiées par le présent
Avenant demeurent inchangées et applicables.

Fait à Ajaccio, le

23 JUIN 2025

En trois exemplaires originaux.

Pour La Collectivité de Corse, Pour l'ADEC,

Pour l'ADEC,

Pour Business France,

Le Président du Conseil
Exécutif
Gilles SIMEONI

Le Président de l'ADEC,
Gilles
GIOVANNANGELI

Le Directeur général
par intérim,
Olivier MOSCONI

Le Directeur général
par intérim,
Benoît TRIVULCE

Pour Business France,

L'agent Comptable,
Christophe Le BAUT

ANNEXE N°1 :**ANNEXE OPERATIONNELLE FONDS DE CONCOURS INTERNATIONALISATION
2025**

Afin de permettre à l'ADEC de remplir ses missions de soutien aux projets d'investissement et d'extension d'activités à l'international des entreprises et opérateurs économiques corses, de facilitateur à l'accès aux marchés internationaux, un fonds de concours à l'internationalisation, destiné à alléger, dès la facturation, le coût des produits et prestations de Business France aux entreprises et opérateurs corses ou à prendre en charge tout ou partie de ces prestations quand elles sont destinées à servir l'ensemble des opérateurs économiques, est mis en place. L'ADEC offre ainsi une aide technique aux entreprises et opérateurs corses, en proposant les produits et services de Business France à un coût allégé ou en prenant en charge ces derniers.

L'accord s'applique sans exclusivité à tous les pays. Le partenariat s'établit dans le cadre des conditions générales de vente et des tarifs relatifs aux produits et services de Business France. Toute prestation personnalisée à réaliser dans le cadre de ce partenariat fera l'objet d'une communication à l'ADEC définissant les objectifs, délais, tarifs et engagements.

Mode opératoire pour mise à disposition du fonds :

Le mode opératoire pour la mise à disposition des fonds sur la Convention prend effet le 01/01/2025 et arrivera à son terme le 31/12/2025, soit une durée d'une (1) année.

La dotation sur l'année 2025 est chiffrée à 200 000€ (deux cent mille euros). Les Partenaires se réservent cependant le droit de réajuster le montant à la baisse ou à la hausse s'ils devaient constater que l'enveloppe de la dotation prévue initialement était trop importante ou insuffisante et notamment, dans ce dernier cas, de mobiliser des crédits du PE FEDER FSE+ 2021 2027 en complément des crédits d'intervention économique de la Collectivité de Corse. Cette opportunité nouvelle, et clauses réglementaires associées partagées par les parties, sera intégrée dans la nouvelle convention cadre en cours de finalisation.

Cette enveloppe se répartie dans son versement selon les modalités suivantes :

- 50 % à la signature du présent Avenant, et

- le solde, soit au maximum 50 % sur justificatif des dépenses, lors de la remise du bilan financier annuel. Le montant du versement du solde se fera au prorata des justificatifs transmis.

Le Directeur général de Business France s'engage à présenter le bilan financier de l'année 2025 certifié conforme et sincère par l'Agent comptable de Business France avant le 31 mars de l'année 2026.

Le Bureau de l'ADEC procédera à l'individualisation de la dotation 2025 sur le budget d'intervention de l'ADEC afin d'être en mesure d'engager et de verser les fonds à Business France.

A l'issue de l'année 2025, l'excédent éventuel sera reversé à l'ADEC sans que l'ADEC ait à le demander sur le compte suivant :

Titulaire : 02A080 Trésorerie de Corse

Code banque : 30 001

Code guichet : 00109

N° compte : 0000S050005

Clé RIB : 23

Le fonds de concours à l'internationalisation sera utilisé de la manière suivante :

L'ADEC définit les critères d'éligibilité des entreprises corses pour l'accès à l'allègement du coût des produits et services de Business France ainsi que les critères de mobilisation des prestations à des fins utiles à la politique d'internationalisation. L'ADEC peut décider de prendre en charge tout ou partie du coût de ces prestations. Business France indiquera à chaque entreprise ayant eu recours à ses prestations, ou à l'ADEC l'origine du fonds de concours à l'internationalisation utilisé.

Traitement des demandes des partenaires, opérateurs et entreprises corses :

Quand la demande émane d'une entreprise, toute demande de la part d'un bénéficiaire potentiel devra faire l'objet d'une fiche projet adressée à l'ADEC qui détermine l'éligibilité de la demande. L'ADEC, tout en informant le bénéficiaire, transmet une copie à Business France pour expertise notamment sur la faisabilité du projet export ou internationalisation du bénéficiaire. Business France propose un devis de prestations à réaliser en réponse au cahier des charges établi avec le bénéficiaire. En amont de la facturation définitive, Business France demande à son

réfèrent ADEC, la confirmation de la décision de prise en charge ou non par l'ADEC et la part du coût Hors Taxes de la prestation prise en charge.

La facture de Business France, doit obligatoirement intégrer la mention : « prestation financée par l'ADEC / subvention régime de minimis ».

Ce fonds de concours pourra également servir au financement d'autres prestations directement liées au développement international des entreprises corses ou du territoire (notamment les prestations liées au volet INVEST destinées à qualifier et valoriser la destination corse ou encore les Volontaires Internationaux en Entreprises rattachés à l'ADEC et les envoyés spéciaux) ainsi qu'au déplacement de membres de l'ADEC dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention et de ses annexes à l'occasion d'opérations organisées par Business France à l'étranger. Une telle prise en charge fera l'objet d'une notification spécifique de l'ADEC à Business France.

Business France réalise et communique à l'ADEC un reporting de la consommation du fonds chaque semestre indiquant :

- le montant utilisé du fonds de concours
- le nombre d'entreprises l'ayant utilisé
- le nom des sociétés
- les détails des prestations + montant HT et TTC
- le total du financement accordé
- le solde du fonds de concours restant
- la copie des factures pour chaque prestation.

Ce montant pourra être réévalué en fonction des objectifs fixés par l'ADEC pour la mise en œuvre de la politique d'exportation et d'internationalisation. Cet engagement de l'ADEC prend la forme d'un fonds de concours à l'internationalisation. Celui-ci sera consommé au travers des prestations fournies aux entreprises corses ou aux organismes de la collectivité.

Cette consommation se fonde sur la base des tarifs publics de Business France.